



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Décembre

Direct Lille Plus : 01/12/10

Google dans le collimateur de l'UE

La Commission européenne a ouvert hier une enquête formelle contre Google, pour abus de position dominante dans la recherche en ligne.

Direct Lille Plus : 01/12/10

L'euro au plus bas face au dollar

La monnaie européenne est passée hier sous la barre d'1,30 dollar. Cette baisse traduit les inquiétudes des investisseurs sur l'état de l'économie des pays de la zone euro, notamment le Portugal, l'Espagne et l'Irlande.

La Voix du Nord : 01/12/10

REACH : les substances chimiques doivent montrer patte blanche

Depuis des dizaines d'années, quelque 100 000 substances chimiques ont été commercialisées en Europe et seuls les effets de 3000 d'entre elles sont connus. Le projet REACH instaure l'enregistrement de 30 000 substances. Le règlement REACH, adopté en 2006, vise à faire le ménage dans les substances chimiques en circulation dans l'Union européenne.

En effet, toutes les substances produites ou importées en quantité supérieure à 1000 tonnes devaient être référencées au 30 novembre. Cependant les entreprises ont adopté des ruses depuis 2006 pour ne pas dévoiler des informations à la concurrence comme le tonnage, la composition des produits). Désormais, ce n'est plus aux autorités publiques de démontrer la nocivité des produits, mais aux industriels de toutes professions.

20 minutes : 02/12/10

Banques

Des milliards d'aides

Les Etats européens ont dépensé en tout, 4589 milliards d'euros d'aides publiques depuis octobre 2008, selon la Commission européenne. Cette somme ne correspond pas au montant des aides publiques utilisé par les banques. Le secteur financier a également bénéficié de plans nationaux qui n'ont pas forcément été activés.

Métro : 03/12/10

L'Europe s'attaque aux chauffards

L'Union européenne a décidé hier de mettre fin à l'impunité dont bénéficient les chauffards et de leur faire payer leurs amendes en permettant de les poursuivre dans leur pays.

La Voix du Nord : 03/12/10

Europe

Bruxelles veut généraliser les factures électroniques

La Commission européenne souhaite voir se généraliser les factures électroniques qui pourraient permettre des économies de 240 milliards d'euros en six ans par rapport aux factures papier.

La Voix du Nord : 07/12/10

Europe

Les gouvernements de l'Union européenne ont rejeté une proposition qui visait à porter la durée minimale du congé de maternité à vingt semaines et à instaurer le principe d'un congé de paternité rémunéré.

La Voix du Nord : 07/12/10

Face à la crise, la zone euro est divisée sur des mesures plus radicales, comme les « euro-obligations »

La zone euro est en quête de solutions radicales pour faire face à la crise financière, avec notamment l'augmentation du Fonds de secours ou des emprunts obligataires communs, des sujets pour lesquels l'Allemagne est hostile. Les marchés continuent de garder en ligne de mire les pays fragiles, comme le Portugal, la Belgique et l'Espagne.

Les ministres des Finances envisagent des options radicales comme la création des « euro-obligations », cela permettrait de mutualiser les emprunts et d'éviter les attaques des spéculateurs, à l'encontre des pays les plus fragiles. Actuellement chaque pays emprunte individuellement et possède des taux d'intérêt en fonction de la qualité de ses finances publiques.

Des effets néfastes pour les bons élèves ?

Les écarts de taux d'intérêt entre les pays les plus fragiles et les autres pays sont importants. Ainsi des obligations communes permettraient aux pays les plus fragiles d'emprunter à des taux raisonnables. Une autre option serait d'inclure des euro-obligations que la première tranche de 60% de la dette publique des pays.

Si les Etats dépassent ce seuil, ils devront alors se débrouiller pour payer. L'Allemagne est toutefois opposée à ce système d'« euro-obligations » car elle estime que cela aurait des effets néfastes sur les bons élèves de la zone euro en les conduisant à payer pour les autres.

La Voix du Nord : 08/12/10

Quand DSK fait la leçon à l'Europe

Hier, les ministres des Finances des Vingt-Sept ont donné leur accord pour le plan d'aide de 85 milliards d'euros à l'Irlande. A Dublin, l'éclatement de la bulle immobilière et le renflouement des banques par l'Etat ont fait plonger le déficit à 32% du PIB. L'Irlande a promis de régler la situation d'ici à 2015.

Cependant, le programme a eu l'effet d'une bombe politique car il demande aux contribuables de payer au prix fort les imprudences des banques. En ce qui concerne la Grèce, Dominique Strauss-Kahn a plaidé pour qu'on lui donne plus que les trois ans prévus pour rembourser son prêt de 110 milliards d'euros.

Il a également fait la leçon aux dirigeants européens en pointant « le défaut de gestion » au sein de la zone euro, même si le très effacé président de l'Union, Herman Von Rompuy affirme que le fonds de secours de l'Union n'a pas besoin d'être augmenté.

La Voix du Nord : 10/12/10

Agriculture

Bruxelles veut aider les producteurs laitiers à négocier les prix

Malgré la fin des quotas annoncée pour 2015, la Commission européenne a proposé hier de renforcer le pouvoir des producteurs laitiers et leur permettre ainsi de négocier collectivement les prix à l'avance. Les coopératives laitières ne sont pas concernées par ces négociations.

La Voix du Nord : 10/12/10

Environnement

OGM : Bruxelles soupçonné de vouloir enterrer une pétition

Une pétition signée par un million de citoyens européens pour réclamer le gel des autorisations d'OGM a été remise à la Commission européenne, soupçonnée de vouloir enterrer l'initiative : « *Le Parlement européen, la Commission et le Conseil doivent encore se mettre d'accord* » sur les procédures pour la mise en œuvre, selon Bruxelles.

La Voix du Nord : 15/12/10

La Commission européenne souhaite encore réduire l'effort de pêche

Depuis lundi, les ministres européens de la Pêche se sont réunis à Bruxelles afin de déterminer les quotas. Hier, Bruno Le Maire, le ministre français de la Pêche, négociait avec ses homologues européens afin de parvenir à un accord pour 2011 qui ne pénaliserait pas trop les pêcheurs.

La Commission européenne est décidée à reconstituer les stocks de poisson sur la base des avis scientifiques et estime que 6 stocks de poissons sur 10 sont toujours surexploités. Les quotas devaient être officialisés par le Conseil des ministres hier soir.

La Voix du Nord : 16/12/10

Pêche

Quotas de cabillaud

Les pays de l'Union européenne se sont mis d'accord sur les quotas de pêche pour 2011, qui prévoient notamment des baisses de 18% en moyenne pour le cabillaud.

La Voix du Nord : 16/12/10

L'Europe et ses obligations

Aujourd'hui, la préoccupation majeure est de rassurer les marchés. Un Conseil doit se tenir sur la mise en place d'un « *mécanisme permanent de stabilité* » à l'horizon 2013. Depuis le début de la crise grecque, le discours de l'Allemagne a changé, alors qu'en mai la chancelière allemande, Angela Merkel, évoquait la possibilité d'exclure les mauvais élèves de la zone euro.

Cependant avec la violence de la crise ainsi que ses dangers sur la monnaie unique et l'insistance du partenaire français sont venus à bout de ces résistances allemandes. En revanche, il n'est pas question pour l'Allemagne d'accepter l'idée d'« euro-obligations » avancée par le chef de l'eurogroupe, Jean-Claude Juncker.

En effet, les taux d'intérêt des émissions d'emprunts pourraient bénéficier aux Etats les plus fragiles. Par ailleurs, émettre des obligations européennes pourrait être un premier pas vers une mutualisation des politiques budgétaires mais la France et l'Allemagne ne soutiennent pas la proposition d'euro-obligations.

La Voix du Nord : 16/12/10

A Athènes, les manifestations contre les mesures d'austérité dégénèrent

Des affrontements ont eu lieu hier dans le centre d'Athènes, près du Parlement grec entre les forces de l'ordre et des jeunes. Des manifestants ont incendié des voitures et des motos et détruit du mobilier urbain. Un total de vingt-trois mille personnes ont défilé dans la capitale pendant la grève générale qui frappait le pays.

Parmi les slogans, il y avait des attaques contre l'Union européenne et le Fonds monétaire international qui ont réclamé de nouvelles mesures d'austérité pour assainir le budget de la Grèce. Les réformes sont réclamées par l'UE et le FMI avant de débloquer la quatrième tranche de 15 milliards du prêt de 110 milliards d'euros consentis au pays.

Irlande : le plan d'aide international passe, mais mal

Le Parlement irlandais a approuvé le plan d'aide de 85 milliards d'euros négocié fin novembre avec l'Union européenne et le Fonds monétaire international. Ce plan d'aide auquel l'Irlande contribuera à hauteur de 17,5 milliards d'euros, doit permettre à l'ex-tigre celtique de renflouer son secteur bancaire et de financer son déficit budgétaire.

La Voix du Nord : 17/12/10

L'Europe change son traité et se dote d'un fonds de secours pour braver les crises

Les dirigeants de l'UE étaient réunis hier à Bruxelles pour doter la zone euro des moyens de résister durablement aux crises financières. Les dirigeants se sont accordés pour modifier le traité de Lisbonne afin de permettre la création d'un Fonds de secours permanent. Il s'agit d'insérer une disposition qui permet aux pays de la zone euro de mettre en place un mécanisme de solidarité financière.

Le texte sur lequel les dirigeants se sont accordés prévoit que : « *les Etats membres de la zone euro sont autorisés à créer un mécanisme de stabilité de l'euro dans son ensemble* ». L'Allemagne a insisté pour que le recours au Fonds ne soit permis que si c'est « *indispensable* ». L'Europe espère qu'avec ce dispositif, les marchés seront rassurés. Le changement du texte sera adopté en mars 2011.

Les outils pour sortir la zone euro de l'ornière financière

Le Fonds de secours provisoire a été mis en place après la crise grecque, il est doté de 750 milliards d'euros du FMI et de l'UE. Il s'appuie sur un Fonds de stabilité financière, d'une durée de trois ans, doté de 440 milliards d'euros de garanties des Etats de la zone euro.

Le Mécanisme de crise permanent remplacera le Fonds de secours provisoire en 2013, avec le même objectif. Les moyens financiers du mécanisme pourraient être augmentés par rapport à ceux du Fonds actuel.

La discipline budgétaire sera renforcée. A partir de 2011, les pays devront faire viser leurs projets de budgets nationaux par Bruxelles avant d'être votés dans leurs Parlements. Les pays trop laxistes seront plus vite sanctionnés.

Le soutien de la Banque centrale européenne consiste à intervenir directement sur le marché de la dette en achetant des titres des pays les moins solvables.

Direct Lille Plus : 17/12/10

L'Irlande condamnée pour avoir interdit un avortement

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné hier l'Irlande pour avoir interdit l'avortement à une malade du cancer qui craignait que sa grossesse entraîne une récurrence. Les juges de Strasbourg ont alloué 15 000 euros à la plaignante. En Irlande, l'avortement est passible de l'emprisonnement à perpétuité.

Direct Lille Plus : 17/12/10

Septième et ultime Conseil européen de l'année Les Vingt-Sept ne font qu'un

Les chefs d'Etat des pays de l'UE se sont montrés unis hier lors du sommet européen à Bruxelles. Ce Conseil sera l'occasion d'une réforme limitée du traité européen afin de créer un mécanisme permanent de crise.

Ils doivent aussi discuter de la possibilité de doper les capacités du Fonds de stabilité de la zone euro et d'élargir ses missions, ou encore sur l'idée d'émettre des obligations européennes. Le président de la Commission européenne, José Manuel Barroso devrait également avertir les membres du Conseil européen des risques pesant maintenant sur l'Europe.

Le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker a défendu de nouveau l'idée d'émettre des euro-obligations, malgré une opposition de l'Allemagne. Les analystes considèrent que l'Union doit apporter une réponse à la crise surtout lorsque des pays comme le Portugal et l'Espagne devront se refinancer sur les marchés.

Les Vingt-Sept se sont entendus hier pour ajouter un paragraphe à l'article 136 du traité qui précise le fonctionnement de l'Union économique et monétaire. Cela permettra de pérenniser le mécanisme de crise à partir de 2013.

L'Union : 17/12/10

Le droit à l'avortement jugé par la Cour européenne L'Irlande condamnée

La Cour européenne des droits de l'homme a condamné hier l'Irlande sur la question de l'avortement. Les juges de Strasbourg ont donné gain de cause à une plaignante en rémission d'un cancer, qui estimait n'avoir aucun autre recours que l'avortement et qui craignait une rechute.

Les juges lui ont accordé 15 000 euros au titre du dommage moral. Le droit à l'interruption de grossesse en cas de danger pour la vie de la mère découle d'un amendement de la Constitution irlandaise de 1983 mais n'a jamais été traduit dans la loi. Le fait de provoquer une fausse couche est passible de la réclusion à perpétuité.

La Voix du Nord : 22/12/10

Gouvernement et professionnels fustigent le transport aérien, l'Europe hausse le ton

Des voyageurs condamnés à passer la nuit dans des aéroports. La Commission européenne a fait part de sa colère et le commissaire aux Transports, Siim Kallas a déclaré : « *je suis extrêmement préoccupé par le niveau des perturbations que la neige a causées pour voyager en Europe. C'est inacceptable.* »

Il a prévu de demander des explications aux représentants des aéroports. Le gouvernement français a également haussé le ton contre les compagnies aériennes. Le directeur exécutif d'Air France-KLM a préféré faire son mea culpa avant même d'avoir des reproches du gouvernement.

Quels remboursements en cas de vol annulé ?

Les voyageurs dont le vol a été annulé du fait des intempéries peuvent prétendre aux mêmes remboursements que lors de l'éruption du volcan islandais. La SNCF n'est pas tenue de rembourser les voyageurs car la cause des perturbations ne lui incombe pas.

En cas d'annulation de vol, la législation européenne prévoit que les compagnies aériennes remboursent les voyageurs ou proposent un report. Les compagnies sont tenues de porter assistance aux passagers bloqués dans les aéroports.

La Voix du Nord : 22/12/10

Union européenne Espace Schengen

La France et l'Allemagne ont décidé de bloquer l'entrée en mars 2011 de la Bulgarie et de la Roumanie dans l'espace Schengen sans frontières pour des raisons de sécurité.

Cela marque une volonté de mieux maîtriser l'élargissement de l'UE. Ils insistent sur les carences de ces pays en matière de lutte anticorruption et de lutte contre la criminalité organisée. Le président roumain a qualifié cette décision d' « *acte de discrimination* ».

La Voix du Nord : 23/12/10

La prison labellisée par l'Europe pour son quartier aménagé pour les nouveaux arrivants

Le centre pénitentiaire de Maubeuge a reçu un label européen, fin octobre, pour l'aménagement d'un quartier dédié aux nouveaux arrivants. L'aménagement a été effectué aussi bien dans la maison

d'arrêt (prévenus et séjour de moins d'un an) que dans le centre pénitentiaire (séjour de plus d'un an).

Le quartier « nouveaux arrivants » est un endroit réservé aux détenus arrivés « *de liberté ou en transfert* » précise Luc July, directeur du centre pénitentiaire. L'objectif est de permettre aux détenus de prendre connaissance des règles et du fonctionnement du centre ainsi que la décision de les affecter dans des quartiers en fonction de critères différents.

Il existe depuis 2006, des règles pénitentiaires européennes (RPE). Au sein du quartier « nouveaux arrivants », les détenus sont suivis par un médecin, un travailleur social, la direction, un psychologue du travail et un conseiller d'orientation pendant sept jours. Ensuite, une commission se réunit afin de décider de l'affectation. D'ici 2012, tous les établissements français devront avoir un quartier réservé aux nouveaux arrivants.

La Voix du Nord : 25/12/10

La semaine vue par Laurent Wauquiez, ministre des Affaires européennes

« Par le passé, on a élargi l'Europe trop vite, pour des raisons politiques »

L'espace Schengen

Selon Laurent Wauquiez, le fait de faire entrer la Roumanie et la Bulgarie dans l'espace Schengen implique de faire de leur frontière notre frontière. Il faut donc être sûr qu'ils sont capables d'assurer la sécurité des frontières. Dans ces pays, la corruption est très présente.

Crise de l'euro

« *Dans cette crise, l'euro n'est pas un problème, c'est la solution* » ajoute Laurent Wauquiez. Sans l'euro, la situation serait plus chaotique. La dette est le problème et l'euro, c'est une solution au problème. La mise en place du mécanisme de 750 milliards d'euros doit contribuer à prévenir les prochains incidents.

La Voix du Nord : 27/12/10

Allemagne

Sondages contradictoires autour de l'euro

La moitié des allemands sont mécontents de l'euro selon un sondage publié aujourd'hui par le quotidien populaire allemand *Bild*. Le journal ajoute que le sondage révèle que 49% des allemands veulent le retour du Deutsche Mark contre 41% qui le refusent. Or le 10 décembre, un sondage publié par la première chaîne de télévision allemande ARD annonçait que 60% des allemands souhaitaient garder la monnaie unique.

Siège social

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr

Web : www.eurothierache.eu